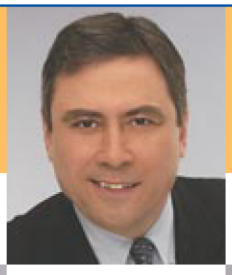
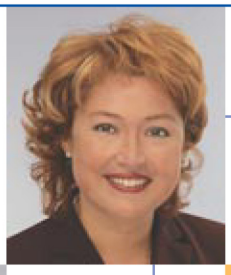
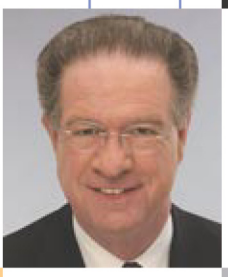


RESTONS FORTS

PLATE-FORME ÉLECTORALE 2003



Parti Québécois

RÉSUMÉ

Payé et autorisé par Pierre Séguin, agent officiel du Parti Québécois
Imprimé par J.B. Deschamps inc., 9640, boulevard du Golf, Anjou, H1J 2Y7

Notre vision du Québec

Le Parti Québécois a beaucoup agi depuis 1994, mais il lui reste encore beaucoup à faire pour accélérer la marche du Québec vers le progrès. Les bons choix doivent être faits. Et ils doivent l'être en fonction de principes d'action cohérents.

Le gouvernement du Parti Québécois s'est déjà doté d'un plan d'action pour faire connaître au Québec une prospérité accrue et une meilleure qualité de vie à l'horizon de 2005. Son objectif est maintenant de soutenir la cadence et d'aller plus loin d'ici la fin de la décennie.

Les cibles visées sont ambitieuses mais à la mesure des capacités du Québec. D'abord, il faut repousser les limites du plein emploi. Un gouvernement du Parti Québécois visera un taux de chômage de 7,5 % pour 2005 et de 5 % à l'horizon de 2010.

Cette large vision animera les autres actions d'un gouvernement du Parti Québécois. D'ici 2005, il donnera un vigoureux coup de barre pour améliorer les services publics. Par la suite, il pourra mieux doter le Québec d'une fiscalité encore plus favorable pour les familles et s'attaquer au remboursement de la dette. La modernisation de l'État sera déjà largement entamée en 2005 et sera complétée au tournant de la décennie. Enfin, des mesures pour assurer une meilleure conciliation famille-travail seront graduellement mises en œuvre en vue de faire du Québec le meilleur endroit au monde pour mener une vie de famille pleine et entière.

Une vision, deux horizons

	2005	2010
Économie	Taux de chômage à 7,5 %	Taux de chômage à 5 %
Finances publiques	Amélioration des services publics, notamment en santé, en éducation et pour les familles	Réduction massive des impôts pour les familles Remboursement de la dette
Solidarité	Déploiement du plan d'action contre la pauvreté	Un des plus bas taux de pauvreté au monde
Santé	Renforcement de la première ligne : • 300 GMF • CLSC ouverts 7 jours sur 7 • Soins à domicile • La prévention au cœur du système de santé	Un Québec en pleine forme : • Augmentation de l'espérance de vie en santé • Diminution des inégalités face à la maladie
Éducation	Deux heures de plus par semaine au primaire et transformation de l'école secondaire	Des taux de réussite parmi les meilleurs au monde Un Québec des sciences
Famille et enfance	Loi-cadre pour la conciliation famille-travail : Semaine de 4 jours et troisième semaine de congés payés	Le Québec, le meilleur endroit pour élever une famille
Régions	Décentralisation à la carte	Des régions pleinement associées à leur développement
Environnement	Aires protégées : 8 % du territoire du Québec	Aires protégées : 10 % du territoire du Québec

Les services publics d'abord; les impôts ensuite

La qualité de vie passe avant tout. Après avoir participé à l'assainissement des finances publiques, les Québécoises et les Québécois ont eu droit à un dividende : le fardeau fiscal des particuliers a été réduit de 15 milliards en cinq ans.

Le réalisme est cependant toujours de mise. En effet, il est aujourd'hui impossible de réduire massivement les impôts en réinvestissant tout aussi massivement en santé et en éducation. Un choix doit être fait. Le Parti Québécois a fait le sien : dans la première partie d'un nouveau mandat, la priorité de son gouvernement sera de réinvestir dans les services publics au rythme des disponibilités budgétaires. La santé, l'éducation et le soutien à la famille feront d'abord l'objet d'une attention prioritaire. La prévention deviendra par ailleurs un axe majeur de l'action gouvernementale et d'importants investissements seront consacrés aux infrastructures routières et urbaines.

Une fois ces efforts faits, un gouvernement du Parti Québécois s'attaquera de nouveau à la réduction du fardeau fiscal des contribuables, notamment des jeunes familles. Il pourra par la suite s'attaquer au remboursement de la dette publique.

Les choix du Parti Québécois sont donc clairs : d'abord un réinvestissement en faveur des services publics, ensuite un effort de réduction du fardeau fiscal et de la dette publique.

Le Québec est à l'heure des choix

Parti Québécois

- Priorité à l'amélioration des services en santé, en éducation et pour le soutien aux familles
- Approche responsable et réaliste en matière de réduction du fardeau fiscal et de la dette

Parti libéral

- Priorité à des réductions d'impôt à un niveau qui replongera le Québec dans les déficits
- Sous-investissement en éducation et gel des dépenses dans les autres missions de l'État, notamment l'aide à la famille et la protection de l'environnement

Action démocratique du Québec

- Démantèlement de l'État et réduction des services publics
- Système de soins de santé à deux vitesses qui accorde des privilèges aux riches

Une économie forte

Personne ne peut nier que le Québec vit actuellement une prospérité sans précédent. Depuis huit ans, il ne cesse de surprendre par le dynamisme de son économie et par ses succès sur les marchés étrangers. La performance de ses entreprises est remarquable, notamment dans les industries du savoir où il s'impose comme un joueur important à l'échelle mondiale.

Le Québec doit continuer à consolider sa réussite économique. Le Parti Québécois propose une vigoureuse stratégie de développement économique axée sur quatre grands volets :

- Croissance des exportations;
- Développement énergétique;
- Développement technologique;
- Formation de la main-d'œuvre.

Des emplois de qualité

Dans le contexte de transformation du monde du travail, le Parti Québécois veut aussi conclure un nouveau contrat social dans le monde du travail pour assurer le développement d'emplois de qualité avec des protections sociales adéquates. En contrepartie, les entreprises, notamment les PME, bénéficieront d'une fiscalité allégée et d'un soutien dans la gestion des ressources humaines.

Objectif : le plein emploi

- Taux de chômage de 7,5 % en 2005
- Repousser les limites du plein emploi en ramenant ce taux à 5 % en 2010

Une stratégie gagnante

- Politique globale de l'exportation
- Les plus importants chantiers énergétiques depuis la baie James
- Soutien aux secteurs de pointe : hydroélectricité, technologies de l'information, pharmaceutique, aérospatiale et biotechnologies

Un contrat social pour des emplois de qualité

- Développement d'emplois de qualité et de protections sociales adéquates
- Fiscalité allégée pour les entreprises et soutien dans la gestion des ressources humaines

Une gestion responsable et équitable

Dans la première partie d'un nouveau mandat, un gouvernement du Parti Québécois donnera donc la priorité à l'amélioration des services publics, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du soutien aux familles.

Durant la seconde partie du mandat, un gouvernement du Parti Québécois réduira les impôts des contribuables, principalement au bénéfice des familles, en fonction de la croissance économique.

Quant à la dette publique, la croissance économique et les faibles taux d'intérêt font en sorte que son poids diminue au fil des ans. En 1998, elle représentait près de 45 % du PIB du Québec. À l'horizon de 2005, cette proportion sera d'environ 33 %. En maintenant l'équilibre budgétaire, il sera possible de ramener cette proportion à moins de 25 % au tournant de la décennie.

Le défi des finances publiques est difficile. Le Parti Québécois y répond de façon responsable en proposant aux Québécoises et aux Québécois de poursuivre leur quête vers le progrès sans se soustraire à leurs obligations envers les générations futures.

Une règle absolue : le déficit zéro

Les services d'abord

- Priorité à l'amélioration des services publics, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du soutien aux familles
- La prévention comme axe majeur de l'action gouvernementale
- Des investissements nécessaires dans les infrastructures routières et urbaines

Une fiscalité en faveur des familles

- En deuxième partie de mandat, des réductions d'impôt pour les familles

Une saine gestion de la dette publique

- Effort pour réduire la dette
- En maintenant l'équilibre budgétaire, le poids de la dette sera ramené à 25 % au tournant de la décennie et à moins de 15 % en 2025

Un gouvernement efficace et près des gens

Le Parti Québécois propose une importante transformation de l'État. Un plan d'action basé sur le pragmatisme et le consensus sera adopté afin de mieux centrer l'administration sur ses missions essentielles, de décloisonner et simplifier la gestion gouvernementale et de placer le pouvoir le plus près possible de la population. Cette opération, qui aura cours tout au long de la décennie, débouchera sur un État plus léger, plus flexible, plus décentralisé et répondant plus efficacement aux besoins de la population.

Avec le développement de nouvelles technologies et le départ imminent à la retraite de plus de 40 % des fonctionnaires, plusieurs objectifs pourront être atteints. Une plus grande place sera faite aux jeunes et aux nouvelles compétences. La transparence, l'imputabilité et la reddition de comptes seront renforcées. Le fonctionnement de l'État et l'accès aux services publics seront simplifiés.

Plan d'action pour moderniser l'État

- Un État plus léger, des structures simplifiées
- Fusions d'organismes gouvernementaux et de ministères

Des ressources mieux employées et mieux déployées en région

- Réduction par attrition de la taille de la fonction publique
- Affectation d'une partie des nouveaux employés de l'État en région

Une modernisation de nos institutions politiques

- Élaboration d'une véritable constitution québécoise
- Adoption d'un nouveau mode de scrutin de type proportionnel
- Élections législatives à date fixe
- Droit d'initiative populaire

Une chance égale pour tous

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale nous conduit vers un Québec meilleur où personne ne sera laissé pour compte. Un Québec où chacun pourra vivre dans la dignité et participer au progrès collectif. Un Québec qui offrira à tous ses enfants un bon départ dans la vie.

Le gouvernement du Parti Québécois s'est engagé à mener le Québec dans le peloton de tête des pays affichant les plus bas taux de pauvreté. Il donnera donc suite à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, unique en Amérique du Nord, en appliquant intégralement le plan d'action qui l'accompagne.

Dans un prochain mandat, le Parti Québécois ira plus loin en visant, pour toutes les familles, un niveau de revenu suffisant pour subvenir aux besoins de base et pour permettre aux enfants de grandir et de s'épanouir en santé.

Il s'agit d'un défi ambitieux, mais il est à la hauteur des capacités du Québec et des valeurs de solidarité qui l'animent. La prospérité sans précédent que nous connaissons nous impose ce devoir humain incontournable.

Poursuivre le travail

Un objectif : mener le Québec dans le peloton de tête des pays affichant les plus bas taux de pauvreté

Plan d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale

- Un revenu décent pour tous
- Un coup de pouce aux travailleurs à faible revenu
- Des mesures pour faciliter la réinsertion sur le marché du travail
- Un parcours formation-emploi pour les jeunes

Un nouveau défi : en finir avec la pauvreté infantile

Plan d'action « Pour un bon départ dans la vie »

- Services préventifs destinés aux enfants ou aux familles les plus vulnérables
- Promotion de la santé auprès des femmes enceintes de milieux défavorisés
- Lutte contre la négligence et l'abus envers les enfants
- Programme de stimulation et d'éveil destiné aux enfants en bas âge
- Programme de soutien aux jeunes parents

Rajeunir le Québec

Le défi démographique auquel est confronté le Québec est profond et complexe. Longtemps caractérisé par l'un des taux de natalité les plus élevés d'Occident, le Québec fait maintenant face à un vieillissement rapide de sa population. Les conséquences de ce phénomène sont nombreuses. Le vieillissement de la population engendre une forte pression sur le coût des services de santé. Il crée de sévères pénuries de main-d'œuvre et accentue les problèmes de développement économique des régions périphériques.

Les enjeux démographiques occupent une place croissante dans les débats publics. Ils doivent être abordés dans une large perspective. Un gouvernement du Parti Québécois adoptera une politique nationale de la population pour permettre au Québec non seulement de faire face aux conséquences du vieillissement de la population, mais aussi d'en tirer le meilleur parti possible.

Il faut notamment lever les obstacles qui empêchent les Québécoises et les Québécois d'avoir les enfants qu'ils désirent. L'incompatibilité entre les exigences du travail et celles de la vie familiale est sans doute une difficulté majeure. Le Parti Québécois attache une importance capitale à cet enjeu en faisant de la conciliation famille-travail l'assise de son projet de société.

Une politique nationale de la population

Soutien aux couples qui désirent des enfants

- Mesures fiscales en faveur des jeunes familles
- Remboursement partiel des prêts étudiants contractés par de jeunes parents
- Programme d'accès au logement en faveur des jeunes familles

Enrichir le Québec par l'immigration

- Mieux faire valoir le Québec comme terre d'accueil auprès des immigrants potentiels
- Encourager l'immigration en région
- Veiller à une meilleure intégration des immigrants à la société québécoise, notamment par la reconnaissance du droit à l'apprentissage du français

Travailler moins, mais plus longtemps

- Soutien aux employeurs afin qu'ils se dotent d'un plan de relève de leur main-d'œuvre

Santé : des acquis sur lesquels il faut bâtir

L'effort d'un gouvernement du Parti Québécois en santé reposera sur un cadre financier crédible et des choix bien fondés. On ne peut, comme le prétend le PLQ, réduire massivement les impôts et faire les réinvestissements nécessaires en santé. Il est injuste, inéquitable et inefficace de donner aux mieux nantis un meilleur accès aux soins de santé comme le voudrait l'ADQ.

Les actions d'un gouvernement du Parti Québécois refléteront non seulement un choix de moyens mais aussi de valeurs. La capacité de payer des personnes ne doit pas être une barrière à l'accès aux soins de santé. Un gouvernement du Parti Québécois fera au contraire la promotion d'un système de santé public qui correspond aux valeurs d'équité et de solidarité si chères aux Québécoises et aux Québécois.

Le système de santé québécois a connu de nombreuses transformations ces dernières années. Il entre maintenant dans une phase de consolidation qui implique un renforcement de la première ligne, un assouplissement des règles de fonctionnement et une plus grande complémentarité entre les établissements. Seul le Parti Québécois est capable d'exercer le leadership nécessaire à l'atteinte de cet objectif pour renforcer notre système de santé.

Les bons choix

Pour une vraie politique de la prévention

- Plus d'activité physique à l'école
- Prévenir la violence familiale et la criminalité juvénile
- Doubler le budget accordé à la prévention

Pour renforcer la première ligne

- Des soins à domicile accessibles et de qualité
- L'accès à un groupe de médecine de famille 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- CLSC : plus d'heures d'ouverture, plus de services

Pour consolider les soins hospitaliers

- Réduire les listes d'attente et le temps d'attente
- Faire de l'urgence une priorité dans chaque hôpital en établissant une obligation de résultat
- Créer de nouvelles places dans les centres d'hébergement

Pour un financement stable et adéquat

- Gagner la bataille du déséquilibre fiscal au nom des patients
- Projet d'une caisse-santé

Éducation : poursuivre sur la lancée

L'éducation n'est pas une dépense, mais un investissement. C'est un choix qui engage l'avenir de toute notre société et, au premier chef, celui de nos enfants. À l'ère de l'économie du savoir, minimiser l'importance de l'éducation, comme le fait le PLQ en présentant un cadre financier qui ne couvre même pas les coûts du système, ou en compromettre la qualité et la cohérence, comme le fait l'ADQ en proposant des bons d'études, est une négligence impardonnable.

Pour le Parti Québécois, il n'est pas question de transformer l'éducation en un bien de consommation et le réseau en un immense chantier de projets-pilotes. Au contraire, l'éducation doit être, au même titre que la santé, au cœur de l'action d'un gouvernement responsable et soucieux d'assurer un avenir prometteur au Québec et à tous ses enfants. À cette fin, un gouvernement du Parti Québécois consacrera des ressources, une attention et des efforts à la hauteur de l'importance capitale de cet enjeu pour l'avenir du Québec.

Pour la réussite et l'excellence

École primaire

- Deux heures d'enseignement supplémentaires par semaine
- Aide aux devoirs développée
- Une heure d'éducation physique additionnelle

École secondaire

- Meilleur encadrement des élèves
- Plus d'éducation physique
- Aide au devoir à tous les élèves du premier cycle
- Éducation à la citoyenneté
- Lutte contre la violence et le phénomène du taxage
- Offre diversifiée d'activités parascolaires

Réseau collégial

- Développement d'une culture de la réussite afin de hausser le taux d'obtention d'un diplôme d'études collégiales à 75 % d'ici les 5 prochaines années.

Réseau universitaire

- Développement de hauts standards de qualité
- Financement adéquat pour les universités
- Soutien aux universités en région pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement régional
- Gel des droits de scolarité et meilleur encadrement des frais afférents

La conciliation famille-travail

Le soutien aux familles a pris toute la place qui lui revient sous l'action du gouvernement du Parti Québécois. Fort d'une politique familiale parmi les plus progressistes au monde, le Québec peut maintenant s'affirmer comme l'un des meilleurs endroits pour élever une famille.

Le prochain mandat sera l'occasion de franchir une autre grande étape : le Parti Québécois, qui a innové en matière de services de garde et de soutien aux familles, entend maintenant se démarquer par des formules originales qui permettront de mieux conjuguer travail et vie familiale. Le Québec doit revenir une référence en la matière. La variable-clé sur laquelle il entend travailler est le temps. Il faut organiser notre société pour permettre aux membres d'une même famille de passer plus de temps ensemble.

Ce souhait ne restera pas un vœu pieux : un gouvernement du Parti Québécois agira rapidement en adoptant dans la première année de son mandat une loi-cadre sur la conciliation famille-travail. Cette loi signalera clairement la reconnaissance de celles et de ceux qui éduquent des enfants ou qui prennent soin de leurs proches. Elle inclura aussi les grands principes qui guideront l'élaboration d'une véritable politique de soutien aux aidantes et aidants naturels.

Un projet de société

Garderies

- Plus de places, plus d'heures, plus de flexibilité

De meilleurs congés parentaux

- Crédits d'impôt pour les congés de maternité ou d'adoption pour les travailleurs autonomes
- Congés parentaux pour les travailleurs régis par la Loi sur les normes du travail

Plus de temps pour les familles

- Semaine de travail de 4 jours
- Troisième semaine de congés annuels payés
- Horaires flexibles aux parents

Une politique intégrée de l' « après-école »

- Allongement des heures d'enseignement
- Développement des activités parascolaires
- Programme d'aide aux devoirs

Solidarité entre les générations

- Politique de soutien aux aidantes et aidants naturels
- Soutien accru aux centres de répit pour les personnes s'occupant d'un proche

Un Québec fort de ses régions

L'engagement soutenu du Parti Québécois envers les régions recevra une impulsion nouvelle découlant des grands consensus forgés lors du Rendez-vous national des régions. L'accompagnement et le soutien seront plus souples, mieux adaptés aux besoins de chacune et, surtout, les régions pourront davantage agir sur leur développement.

Les enjeux liés au développement régional sont multiples. L'objectif est d'attirer et de garder une population jeune et dynamique dans toutes les régions du Québec. Il faut pour cela stimuler la prospérité et assurer aux citoyennes et aux citoyens la meilleure qualité de vie possible.

Le maintien d'une vaste gamme de services publics de qualité sur tout le territoire est essentiel à la vitalité des régions. Le gouvernement du Parti Québécois y a déjà investi des efforts importants. Au cours d'un prochain mandat, il ira plus loin en consolidant deux secteurs névralgiques : la santé et l'éducation.

Des régions dynamiques et fortes

Des services publics de qualité pour une population jeune

Une prospérité à partager

- Signature de projets ACCORD pour le développement de créneaux d'excellence
- Remboursement du prêt étudiant, à raison de 10 % par année, aux universitaires originaires de régions-ressources qui accepteront d'y travailler au terme de leurs études

Des ressources naturelles à protéger

- Mesures fiscales visant à stimuler le tourisme interne auprès des familles québécoises
- Programme d'intensification de l'aménagement forestier respectueux de la ressource
- Préservation et développement du modèle de ferme familiale qui prévaut au Québec

Des régions maîtres de leur développement

- Décentralisation à la carte telle qu'établie lors du Rendez-vous national des régions

Des villes nouvelles pour de nouveaux défis

Les villes et les agglomérations urbaines font face à de grands défis. Les nouvelles réalités démographiques et la mondialisation créent de nouveaux besoins. C'est pour mieux les outiller que le gouvernement du Parti Québécois a favorisé les regroupements municipaux qui ont entraîné la création des nouvelles villes de Montréal, Québec, Longueuil, Lévis, Gatineau, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Shawinigan et Saint-Jérôme.

Les avantages de ces regroupements sont tangibles : meilleure répartition du fardeau fiscal, diminution des taxes foncières, meilleure intégration des services municipaux et, conséquemment, économies substantielles, réalisation de projets ambitieux et cohérents d'aménagement du territoire et de développement économique et social.

Un gouvernement du Parti Québécois poursuivra dans cette voie en aidant les agglomérations urbaines du Québec à accroître leur capacité concurrentielle et à offrir de meilleurs services à leurs citoyennes et à leurs citoyens.

Des villes nouvelles à bâtir

Pour des villes plus concurrentielles

- Plus de ressources fiscales pour les municipalités
- Réhabilitation du réseau routier et développement du transport intermodal pour réduire la congestion routière
- Soutien aux infrastructures de loisirs et de sport

Des investissements nécessaires dans les infrastructures

- Amélioration de l'état des logements et des services collectifs
- Incitatifs à la plantation d'arbres et à l'aménagement de parcs urbains

Montréal en effervescence

- Renforcement de son caractère international
- Amélioration du transport en commun sur l'île et en banlieue
- Revitalisation de l'Est de Montréal

Le logement : un droit fondamental

- Bonification des politiques d'accès à la propriété, particulièrement pour les jeunes familles
- Plus d'incitatifs fiscaux pour la construction et l'entretien de logements locatifs
- Objectif : 3 % de taux d'inoccupation des immeubles locatifs dans les grands centres urbains

Un environnement à préserver et à mettre en valeur

Aux yeux du Parti Québécois, l'environnement n'est pas un luxe mais une valeur. Dans cette perspective, un gouvernement du Parti Québécois investira les ressources nécessaires pour que la politique nationale de l'eau soit appliquée intégralement dans les prochaines années. Dans un souci de cohérence, il maintiendra le moratoire sur le développement de centrales hydroélectriques sur les petites rivières du Québec.

La même constance prévaudra dans l'application de la politique des aires protégées. La Loi sur la conservation du patrimoine naturel adoptée en décembre dernier vise à augmenter de 5 % à 8 % la superficie du territoire qui sera transformée en aires protégées d'ici 2005. Un gouvernement du Parti Québécois sera engagé à atteindre cet objectif dans les délais prévus et à le porter à 10 % au terme de la décennie.

Le gouvernement du Parti Québécois a récemment fait écho aux préoccupations entourant la mise en valeur de cette ressource en annonçant la tenue d'une enquête publique sur la gestion de la forêt québécoise. Au cours d'un prochain mandat, il appliquera les recommandations de cette enquête dans le respect de ses engagements en matière d'environnement et de développement régional.

Un leadership environnemental

Application intégrale de la Politique nationale de l'eau

Aires protégées

- Préservation de 8 % du territoire sous forme d'aires protégées d'ici 2005
- Hausse de cet objectif à 10 % pour 2010

Saine gestion de la forêt québécoise

Virage vert en agriculture

- Amélioration du programme de soutien à l'agriculture biologique
- Bonification considérable du programme Prime-Vert

Kyoto et bien plus

Le Québec comme leader en matière de développement durable

- Modernisation de la Loi sur la qualité de l'environnement
- Application du principe d'écoconditionnalité dans l'ensemble des programmes gouvernementaux

Une culture riche et vivante

La culture est au cœur de l'identité québécoise. Elle nourrit notre capacité de rêver et de créer. Elle nous ouvre sur le monde et nous inscrit dans la modernité. Elle est un motif de fierté et contribue à l'enrichissement du patrimoine culturel de l'humanité. Pour le gouvernement du Parti Québécois, une culture riche, présente et vibrante est l'expression d'un Québec fort; elle est un outil fondamental de progrès et elle reflète notre spécificité.

Maintenant que le Québec a les outils, l'infrastructure et les talents, le défi est d'accroître la présence de la culture dans le quotidien des Québécoises et des Québécois. Au-delà du divertissement, la culture doit contribuer à leur développement social, éducatif et linguistique.

Il faut par ailleurs ouvrir les portes de nouveaux marchés à nos créateurs, nos artistes et nos artisans. Déjà, leur génie est acclamé sur les scènes de tous les continents. L'État doit leur offrir le soutien nécessaire afin qu'ils puissent faire davantage rayonner la culture québécoise à l'étranger tout en contribuant au développement économique du Québec.

Une culture vibrante

Soutenir la création

- Amélioration des conditions socioéconomiques des artistes et renforcement de leurs droits

Soutenir la diffusion

- Sensibilisation des élèves du primaire et du secondaire à l'art et à la culture
- Maximisation de la diffusion internationale de la culture québécoise par une politique de mise en valeur
- Augmentation du budget de Télé-Québec et accroissement de sa présence en région

Notre patrimoine : une valeur à protéger

- Poursuite des efforts de protection et de revitalisation par une politique nationale du patrimoine

Un avenir à prendre en main

Le Québec est maintenant prêt à faire face à tous les défis. Il ne lui manque que la liberté et la pleine capacité de prendre les décisions qui le concernent. Le temps est donc venu pour lui de rompre avec l'incertitude qu'entraîne son indécision quant à son avenir.

Le défi de tous les souverainistes, c'est de convaincre une majorité de Québécoises et de Québécois de franchir le dernier pas. À cette fin, le Parti Québécois s'engage à prendre tous les moyens pour réaliser la souveraineté du Québec dans les meilleurs délais et au terme d'un processus transparent et bien planifié.

Afin de permettre aux Québécoises et aux Québécois de prendre une décision éclairée, un gouvernement du Parti Québécois élaborera un processus ordonné, méthodique et rigoureux visant à évaluer toutes les conséquences de la souveraineté, de manière à bien y préparer le Québec. Un plan national de transition vers la souveraineté comprendra un calendrier détaillé et précisera toutes les tâches qui incomberont aux différents ministères et organismes publics. Aucun détail ne sera laissé au hasard. Ainsi, le plan devra prévoir :

- une proposition de regroupement des fonctions étatiques actuellement réparties entre les deux ordres de gouvernement;
- un projet de réaménagement et de décentralisation de l'appareil gouvernemental vers les régions;
- l'énumération des lois et des traités (y compris les traités de libre-échange), des règlements et des documents juridiques qui devront être préparés et modifiés de manière à assurer une transition harmonieuse et à garantir la continuité sur les plans interne et international;
- les démarches en vue de la participation du Québec à une éventuelle union de type confédéral avec le Canada et aux grandes organisations internationales;
- l'élaboration d'un projet de Constitution transitoire qui serait en vigueur dès l'accession à la souveraineté et jusqu'à l'adoption de la Constitution issue des travaux de la Commission constituante qui serait créée au lendemain de l'accession à la souveraineté.

Le projet de faire du Québec un pays est plus exigeant que tout autre projet politique. En proposant un plan national de transition vers la souveraineté, un gouvernement du Parti Québécois informera les citoyennes et les citoyens sur les modalités d'accession du Québec à la souveraineté. Il agira de manière responsable et prudente afin que le Québec soit bien préparé sur les plans juridique, financier, politique et diplomatique à accéder au statut d'État souverain au moment où les Québécoises et les Québécois auront collectivement entériné ce choix au terme d'un cheminement pleinement démocratique.

Table des matières

Notre vision du Québec 1
Les services publics d'abord; les impôts ensuite 2
Une économie forte 3
Une gestion responsable et équitable 4
Un gouvernement efficace et près des gens 5
Une chance égale pour tous 6
Rajeunir le Québec 7
Santé : des acquis sur lesquels il faut bâtir 8
Éducation : poursuivre sur la lancée 9
La conciliation famille-travail 10
Un Québec fort de ses régions 11
Des villes nouvelles pour de nouveaux défis 12
Un environnement à préserver et à mettre en valeur 13
Une culture riche et vivante 14
Un avenir à prendre en main 15

25 actions pour rester forts

1.
Semaine de travail de 4 jours pour les parents

2.
Troisième semaine de congés annuels payés

3.
Garderies : plus de places, plus d'heures et plus de flexibilité

4.
Congés parentaux pour les travailleuses et les travailleurs autonomes

5.
Réductions d'impôt en faveur des familles

6.
Une politique intégrée de l' « après-école »

7.
Santé : application intégrale du plan « Pour faire les bons choix »

8.
300 groupes de médecine de famille sur tout le territoire

9.
Plan d'action pour lutter contre la pauvreté infantile

10.
Politique de soutien des aidantes et aidants naturels

11.
Loi-cadre sur la conciliation famille-travail

12.
Politique nationale de la population

13.
Décentralisation à la carte pour les régions

14.
Maintien du déficit zéro

15.
Les plus grands chantiers hydro-électriques de l'histoire du Québec

16.
Amélioration des soins à domicile et services d'hébergement pour les personnes âgées

17.
Stratégie de plein emploi et priorité à l'emploi de qualité

18.
Modernisation de l'administration publique

19.
Mesures pour attirer les jeunes diplômés en région

20.
Des écoles plus saines et plus sécuritaires

21.
Application intégrale de la politique nationale de l'eau

22.
Jeunes : plus de séjours de coopération, de travail et d'études à l'étranger

23.
Deux heures de plus par semaine à l'école primaire

24.
Plus d'éducation physique au secondaire

25.
Démarche méthodique et rigoureuse pour préparer le Québec à la souveraineté